

## AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Projet de parc éolien sur la commune de PLougras (parc éolien de Roch Glaz)

Par arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> octobre 2025, une enquête publique de **31 jours** est ouverte du lundi 27 octobre 2025, 9h00, heure d'ouverture de l'enquête, au mercredi 26 novembre 2025 inclus, 17h00, heure de clôture de l'enquête, en mairie de Plougras, sur la demande d'autorisation environnementale présentée par la SAS Roch Glaz Energies, siège social, 7 Allée Mathieu Murgue – 42100 SAINT-ETIENNE, pour être autorisée à implanter et exploiter un parc éolien comprenant 5 aérogénérateurs (hauteur totale maximale de 125,60 mètres puissance maximale unitaire de 2,35 MW) et 1 poste de livraison, Parcelles C113, D243, D251, D259, D279 et D286, sur la commune de Plougras.

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) a émis un avis délibéré sur le projet d'autorisation environnementale le 13 mars 2025.

## Modalités de consultation du public :

- Le dossier sera consultable à partir du site internet suivant : <a href="https://www.registre-dematerialise.fr/6704/">https://www.registre-dematerialise.fr/6704/</a> accessible en scannant le QR code ci-après :



- le dossier sera également accessible sur le site internet des services de l'État en Côtes d'Armor : https://www.cotes-darmor.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-Biodiversite-Foret-et-transition-energetique/Installations-classees-industrielles/Enquetes-publiques-ICPE-industrielles/PLOUGRAS-SAS-Roch-Glaz-Energies-PE-de-Roch-Glaz

Le dossier complet, support papier et numérisé comprenant notamment l'étude d'impact et l'information relative à l'avis délibéré de l'autorité environnementale, peut être consulté durant l'enquête publique en mairie de Plougras aux jours et heures habituels d'ouverture, soit :

	Mairie de Plougras
du lundi au jeudi	08h30 - 12h30 / 13h30 - 17h30
le vendredi	09h00 - 12h00
le samedi	fermé

Un poste informatique, avec un accès au dossier, sera également mis à disposition du public en mairie de Plougras.

Le public peut formuler ses observations :

- 1 par voie électronique à l'adresse suivante : <u>enquete-publique-6704@registre-dematerialise.fr</u> du l*undi 27 octobre 2025*, 9h00, heure d'ouverture de l'enquête au *mercredi 26 novembre 2025 inclus*, 17h00, heure de clôture de l'enquête.
- 2 ou directement en se rendant sur le site internet du registre électronique à partir du lien suivant : <a href="https://www.registre-dematerialise.fr/6704/">https://www.registre-dematerialise.fr/6704/</a>
- 3 ou par voie postale au commissaire enquêteur à la mairie de Plougras, pendant la durée de l'enquête publique à l'adresse suivante : *Mairie* 7 Place de la Mairie- 22780 PLOUGRAS.
- 4 Le public pourra aussi consigner ses observations et propositions sur le registre d'enquête à feuillets non mobiles côtés et paraphés par le commissaire enquêteur, mis à sa disposition en mairie de Plougras.

Les contributions reçues par voie électronique seront accessibles et donc visibles par tous sur le site internet suivant : <a href="https://www.registre-dematerialise.fr/6704/">https://www.registre-dematerialise.fr/6704/</a>

Monsieur Patrice ROUAT est désigné commissaire enquêteur. Il recevra le public les :

Mairie			
7 Place de la Mairie- 22780 PLOUGRAS			
tél : 02 96 38 50 04 / Email : mairie.plougras@wanadoo.fr			
lundi 27 octobre 2025	9h00 - 12h00		
mercredi 5 novembre 2025	14h00 - 17h00		
vendredi 14 novembre 2025	9h00 - 11h30		
mercredi 26 novembre 2025	14h00 - 17h00		

Toute information sur le projet ICPE peut être demandée auprès de Mme Claudie L'HOSTIS ROUXEL, Responsable de projet durant la phase d'enquête publique, à l'adresse électronique suivante : sem@lannion-tregor.com ou par téléphone au n° 02 96 05 54 11.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur numérisés seront tenus à la disposition du public en mairie de Plougras et sur le site internet des services de l'État en Côtes-d'Armor à l'adresse susmentionnée dès réception, pendant un an à compter de la clôture de l'enquête.

La procédure doit aboutir soit à un arrêté préfectoral portant autorisation environnementale, assorti de prescriptions, soit à un refus. L'autorité compétente pour prendre la décision est le Préfet des Côtes-d'Armor.